

Les trois guerres soudanaises

Roland MARCHAL

Chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques
(FNSP) – Sciences Po Paris.

Depuis le 15 avril 2023, une guerre sans rémission fait rage au Soudan ; son coût humain est occulté par d'autres conflits aux enjeux plus centraux, notamment l'Ukraine et Gaza. Aucune médiation ou négociation n'est aujourd'hui tentée et l'on doit se demander pourquoi ce qui est décrit depuis de longs mois comme la « pire crise humanitaire au monde » bénéficie d'une attitude aussi attentiste, qui fait écho au comportement des grandes puissances dans la période de gouvernement civil qui dura d'août 2019 à octobre 2021, après le renversement du régime de Omar el-Béchir au printemps 2019 et avant le coup d'État orchestré par les acteurs armés en octobre 2021.

Cette guerre n'est pas celle de deux chefs militaires aux ambitions aussi disproportionnées qu'opposées. Elle est la manifestation de trois crises différentes, chacune dotée d'une temporalité et d'effets propres. La première relève de l'échec d'une transition après 30 ans de dictature qui ont anémié toutes les forces politiques d'opposition et mené le Soudan au bord de l'effondrement économique. La deuxième crise est consubstantielle à la construction de l'État depuis la période coloniale, en particulier liée au fonctionnement de l'armée comme instance et creuset d'une identité nationale. La troisième et dernière crise est celle dont on parle le moins, tant elle met en question le Soudan même, une archipélisation de ce qui reste de la société soudanaise, confrontée depuis l'indépendance à des conflits armés qui tous manifestaient l'ampleur des ségrégations sociales et la vigueur de leurs remises en cause. Ces crises sont évidemment enchevêtrées et l'espace manque ici pour en faire l'étude, mais il est essentiel de s'interroger à chaque tournant de cette guerre sur ses implications à ces trois niveaux différents.

Une transition condamnée

Contrairement à l'antienne répétée par les activistes soudanais, les émeutes de la faim commencées en 2018 n'ont pas abouti à une révolution. Certes, Omar el-Béchir arrivé au pouvoir en juin 1989 a été arrêté en avril 2019 et la force du mouvement populaire urbain a obligé les forces armées à négocier à reculons.

Néanmoins, l'accord d'août 2019 qui installe la transition constitue une cogestion du pouvoir, dans laquelle les forces armées ont la haute main sur le Conseil de souveraineté, organe décisif aux dépens d'un gouvernement composé de civils autocooptés issus du mouvement protestataire et dirigé par un bureaucrate onusien, Abdallah Hamdok, qui avait passé l'essentiel des dernières décennies à Addis-Abeba. Cette nouvelle classe politique civile aurait dû se rappeler les conditions dans lesquelles Jafar Nemeyri (1930-2009), alors président du Soudan depuis 1971, avait été démis en 1985 lorsque les militaires avaient remis au pouvoir durant la transition les Frères musulmans que le mouvement populaire disait avoir chassés. Elle n'a guère prêté attention au passé, sûre de son fait notamment à cause de l'interdiction du Parti du congrès national (PCN) de Omar el-Béchir et l'arrestation de certains de ses cadres.

Peu à peu, ces nouvelles élites politiques ont mesuré combien la réalité du pouvoir leur échappait à cause de leur faible ancrage dans la société profonde et de l'âpre concurrence qui les divisait pour l'accession aux postes de direction de l'administration centrale. Sociologiquement, les enfants issus des familles traditionnellement dominantes les plus malmenées par le régime islamiste prenaient leur revanche et retrouvaient leur primauté dans les circuits administratifs et politiques. Néanmoins, pour une grande partie de la population, notamment rurale, c'était une fraction de l'élite qui en remplaçait une autre sans rien changer des règles du jeu politique. Deux contradictions s'aiguisaient rapidement. La première touchait à la propriété de près de 800 entreprises liées à des militaires de haut rang et des islamistes qui avaient plus ou moins prospéré sur la base d'exemption d'impôts et de passe-droits. Le gouvernement tenait à en reprendre le contrôle, autant pour des raisons politiques qu'économiques. L'armée ne pouvait admettre une telle intrusion dans son domaine réservé. Le second problème concernait le décalage de plus en plus évident entre le pouvoir des responsables militaires et les critiques acerbes des responsables civils qui les accusaient de préparer le retour de l'ancien régime sans admettre leurs propres égarements.

Le coup d'État d'octobre 2021 indiquait que les militaires n'étaient plus disposés à lâcher du lest et que les prétentions des civils devaient être revues à la baisse, comme les critiques qu'ils formulaient. Le Premier ministre Hamdok, emprisonné puis libéré, reprenait son poste pour plusieurs mois alors que nombre de ses collègues restaient sous les verrous. Finalement, déconsidéré et humilié, il jetait l'éponge et démissionnait en janvier 2022. Incapables d'obtenir les soutiens internationaux et régionaux nécessaires pour pérenniser leur pouvoir, les forces armées entraient dans une série de négociations, qui accouchaient finalement d'un nouvel accord aussi problématique que le premier mais adoubé par les États occidentaux. Lorsque la guerre éclate en avril 2023, elle oppose les deux principales composantes militaires du Soudan, les Forces armées soudanaises (FAS) dirigées par le général Abdel Fattah al-Burhan et les Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohamed Hamdan Dagalo, dit Hemedti.

Deux armées pour un pays ?

Dès les premiers jours de la confrontation, il est apparu que les FAS et FSR étaient profondément dissemblables et que deux scénarios pourtant opposés apparaissaient les plus crédibles : une *blitzkrieg* que les FSR gagneraient en quelques heures ou jours mais qui serait prolongée par une profonde crise de gouvernance faute de branche civile et d'appui de forces politiques conséquentes ; un conflit plus long qui permettrait une restauration des anciennes élites sous la guise d'une victoire des FAS payée au prix fort par la population.

L'armée soudanaise est une institution paradoxale. En dépit de l'influence des islamistes sur le régime de Omar el-Béchir, elle a su conserver une autonomie qui s'est manifestée dans la construction d'intérêts économiques propres et la capacité de sélectionner le corps des officiers, même si les candidats à l'Académie militaire étaient triés en fonction des positionnements politiques de leurs parents et amis proches. Cette sélection ne relevait pas seulement des affinités idéologiques. Elle jouait sur d'autres ressorts, notamment les allégeances tribales. Ainsi, le corps des officiers est demeuré – même dans les périodes les plus radicales du régime – marqué par une domination de membres issus du nord du Soudan (Sha'igi, Ja'alín, Danaqla), même si d'autres groupes ethniques étaient représentés, sans commune mesure cependant avec leur importance démographique.

Une autre caractéristique appellerait de longs développements : les FAS n'ont jamais eu réellement d'infanterie, ou pour le dire plus justement, ont historiquement toujours eu recours à la création de milices tribales pour mener les combats au sol, tout en jouant un rôle dans leur encadrement, la fourniture d'armes et de munitions, et en conservant un monopole absolu sur les domaines spécialisés (planification des opérations, armements spécialisés comme l'artillerie, les avions et hélicoptères de combat, et aujourd'hui les drones si importants dans la guerre). Cette récurrence est indubitable et tient sans doute au fait que depuis le *Condominium* anglo-égyptien (1899-1956), c'est-à-dire la création des FAS, les conflits ont toujours été internes et gérés avec un désir d'économie.

Que sont dans un tel contexte les FSR ? Elles ne sont qu'une illustration de plus de cette récurrence. Lors du conflit au Darfour qui fait rage depuis 2003, les FAS ont d'abord suscité des milices arabes, baptisées *janjawid*. Après 2004, à cause de la mobilisation internationale, il a fallu les institutionnaliser et les *janjawid* ont été rassemblés sous l'instance d'une Police des frontières. Lorsque son chef, Moussa Hilal, a exprimé des velléités d'indépendance politique par rapport à Khartoum, les FAS ont dissous cette force et créé les FSR dont le chef était l'adjoint de Moussa Hilal, un certain Hemedti. Ainsi, les FSR sont intervenues après 2013 au Darfour, au Sud-Kordofan, dans la région du Nil Bleu pour restaurer ladite autorité de l'État. Lorsqu'Omar el-Béchir a envoyé des forces combattantes appuyer les offensives saoudienne et émiratie au Yémen après 2015, il a envoyé des milliers de membres de FSR et quelques centaines de soldats des FAS.

Les liens entre ces deux institutions ont donc été particulièrement étroits. Des officiers des FAS encadraient et formaient les membres des FSR recrutés majoritairement au Darfour, mais pas uniquement. Hemedti, devenu un homme d'affaires grâce à l'obtention de grands contrats de construction étatiques, et des activités dans l'import-export (comme nombre d'officiers généraux) a consolidé ses activités dans la grande région, notamment en prenant avant et après 2019 le contrôle de mines d'or et en étant dûment récompensé pour la présence active de ses hommes dans les zones de conflits, au Yémen puis plus brièvement en Libye aux côtés du général Khalifa Haftar. Les Émirats arabes unis (EAU) savent faire preuve de générosité...

Le conflit commencé en avril 2023 allait considérablement transformer les deux entités. Les officiers des FAS abandonnaient rapidement les FSR, ce qui affaiblissait immédiatement leur chaîne de commandement. De plus, comme les FSR étaient à l'offensive, elles perdaient plus d'hommes et de commandants que les FAS, d'autant que les *snipers* des FAS visaient sélectivement ces derniers, souvent en première ligne. Ainsi, après de premières victoires, Hemedti a dû recruter rapidement au Soudan mais également dans les pays environnants, généralement des membres des tribus arabes associées historiquement aux FSR, mais aussi d'autres individus en quête d'un salaire ou d'une licence à piller. Faute d'encadrement, de politisation et d'esprit de corps, le comportement des FSR par rapport aux populations soudanaises devenait plus prédateur, plus violent d'autant que leur supériorité militaire permettait de régler des comptes qui dataient souvent des années 2000. Sans forcément considérer les chiffres des massacres comme les plus crédibles, il est indéniable que des crimes de masse ont été commis avec une occurrence de plus en plus rapprochée, notamment sur les populations jugées hostiles du Darfour.

Quant à l'armée soudanaise, elle a été mise en difficulté très rapidement, son chef échappant de peu à la mort dans les premières heures du conflit. Les FAS faisaient face à un double problème : il n'y avait pas d'argent pour acheter ou réparer les équipements militaires indispensables ; les troupes au sol étaient peu nombreuses et peu efficaces. Il fallait donc se tourner vers les milieux d'affaires soudanais, islamistes et militaires, pour qu'ils paient l'effort de guerre et aussi mobiliser les soutiens extérieurs au prix de multiples contorsions diplomatiques. C'est ainsi que le général al-Burhan a réussi à obtenir de l'aide de l'Égypte, de l'Iran, de la Russie et de l'Arabie saoudite, tout en mobilisant des fonds venant des anciennes élites dirigeantes pour acheter armes et munitions en Turquie, en Chine, et ailleurs.

La question des forces combattantes au sol a été plus longue à résoudre et cela n'a pu être le cas que par la reprise de cette quasi-loi historique : la formation de nouvelles milices pour s'opposer à l'ancienne. En effet, une partie des islamistes sous la direction de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Ali Karti, ont remobilisé ce qui restait des Forces de défense populaire si utiles au régime de Béchir et ont incité les Services de sécurité soudanais à faire de même. De plus, des milices

locales, souvent ethniques, s'étaient créées pour combattre les FSR identifiées à une force darfourie, sans compter l'Érythrée – dont l'influence sur l'est du Soudan ne doit pas être sous-estimée – qui a entraîné et armé quelques milliers de combattants dans cette région.

Ainsi, après avoir connu une série de défaites importantes à la fin de l'année 2023 et au début 2024, les FAS réarmées grâce à ces soutiens extérieurs et renforcées par l'adjonction de plusieurs milices qui comptent chacune des milliers d'hommes (la Brigade al-Bara'a bin Malik aurait un effectif de près de 20 000 hommes) ont pu reprendre l'initiative à partir de septembre 2024, chassant les FSR de tout le territoire à l'est du Nil puis reprenant Khartoum. Leur progression rapide s'explique par trois facteurs : la planification des opérations est meilleure que celle des FSR ; ces dernières sont affaiblies par leur désorganisation ; les populations libérées sont fondamentalement hostiles aux FSR et aux Darfouris, même si sans enthousiasme vis-à-vis des FAS.

La guerre plus que la paix

Le rôle des EAU est un peu celui du *deus ex machina* qui permet d'expliquer l'inexplicable, notamment la résilience des FSR et la montée en sophistication technologique d'un conflit qui ne correspond pas à une guerre de « pauvres » comme ont pu se la livrer les factions tchadiennes ou sud-soudanaises dans les deux dernières décennies. De nombreuses enquêtes journalistiques ou d'ONG spécialisées accréditent cette vision.

L'environnement régional pèse en effet dans une direction bien précise, en dépit des apparentes divisions dans le soutien aux acteurs soudanais : un gouvernement civil et démocratique n'est pas acceptable. Ce qui est en débat est la place plus ou moins grande que les élites islamistes soudanaises pourraient obtenir. De fait, les options de restauration d'une transition civile apparaissent encore plus limitées aujourd'hui qu'en 2023. Les FRS et les FAS (qui, elles, se parent de la légitimité de l'État face à une force milicienne soudain qualifiée de génocidaire), ont établi leur propre gouvernement et le risque actuel est de voir la division de fait du pays en zones d'influence se transformer en revendication sécessionniste qui diviserait le Soudan actuel en deux zones pourtant bien hétérogènes, l'essentiel du Darfour avec une part du Kordofan sous une hégémonie des FSR et de ses alliés face au reste du pays sous la coupe des FAS (et des islamistes). Ce scénario à la libyenne n'est pas celui désiré par les généraux Burhan et Hemedti, mais il n'est pas improbable, compte tenu de la situation militaire.

L'espoir de négociations bute aujourd'hui sur plusieurs obstacles dirimants. D'une part, les FSR, et avec elles les EAU, n'entendent pas accepter une médiation sans avoir au préalable pris le contrôle du Darfour et d'autres zones afin de pouvoir revendiquer un pouvoir sur une partie substantielle du Soudan. La prise du Darfour,

et notamment de la ville d'El-Fasher, aura des répercussions importantes au-delà du Soudan sur la grande région, et se traduira en premier lieu par une augmentation de l'insécurité (voire plus) au Tchad et en République centrafricaine (RCA). Le coût humain sera important. Il est douteux qu'une telle option soit viable sur le moyen terme.

D'autre part, les FAS sont dans un entre-deux stratégique. Une grande partie du Soudan est sous leur contrôle nominal et l'idée de prolonger l'offensive au Darfour dans une « guerre de la dignité » a ses partisans dans les cercles dirigeants militaires et islamistes. Cependant, l'expulsion des FSR des grands centres urbains et notamment de la capitale a créé de nouveaux problèmes difficiles à gérer, comme le contrôle des comportements miliciens (les disparitions et les exécutions arbitraires sont monnaie courante) ainsi que le retour des déplacés ou des exilés qui posent d'autres problèmes de sécurité. Remettre en route l'administration étatique n'a rien d'une évidence ; gérer la reconstruction et la lancinante crise économique en dépit des promesses d'aide de Riyad n'est pas une sinécure. La poursuite de la guerre a donc des avantages car elle permet de noyer ces aspects dans un discours chauvin ou ethnociste, symétrique de celui des FSR, et remettre à plus tard la question des nécessaires compromis politiques.

Conclusion

La guerre apparaît donc aujourd'hui comme le scénario le plus probable, d'autant que la communauté internationale – comme la Conférence de Londres tenue à la mi-avril 2025 l'a amplement démontré – s'est cantonnée à un rôle mineur et ne veut pas se saisir des questions fondamentales que sont le rôle des États du Golfe, la responsabilité des pays voisins du Soudan et la nature du régime capable d'offrir une alternative aux affrontements actuels. Au final, on voit que la problématique soudanaise n'est pas si éloignée de celle de Gaza ou de l'Ukraine.

Éléments de bibliographie

Pour une chronique des événements, voir *Africa confidential* (<https://www.africa-confidential.com/>).

DESHAYES Clément, *Les logiques du chaos : révolution, guerre et transition politique au Soudan*, Étude n° 109, juillet 2023, Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsem), 73 pages (<https://www.irsem.fr/>).

MARCHAL Roland, *The Implication of the Current War for the Chad-Sudan Relationship*, Sudan Transparency and Policy Tracker, 18 mars 2024, 14 pages (<https://sudantransparency.org/>).

MARCHAL Roland, « Soudan : aux sources de la tragédie », *Le Grand continent*, 5 mai 2023 (<https://legrandcontinent.eu/fr/2023/05/05/soudan-aux-sources-de-la-tragedie/>).

SOLIMAN Ahmed et BALDO Suliman, *Gold and War in Sudan: How Regional Solutions Can Support an End to Conflict*, Chatham House, mars 2025, 48 pages (<https://www.chathamhouse.org/2025/03/gold-and-war-sudan>).

Courriel de l'auteur : roland.marchal@sciencespo.fr

Mots-clés : Soudan, Tchad, Islamistes, Darfour, Omar el-Bechir